ECOLES

EN DANGER

Manifestation ST DIZIER LEYRENNE

14 février 2009

Accueil

Nous remercions les parents, les enseignants, les élus et tous les citoyens d'être venu :

- pour défendre toutes les écoles de la Creuse, qu'elles puissent perdre une classe ou en gagner
- pour défendre toute l'éducation en Creuse de la maternelle à l'enseignement supérieur
- pour défendre les services publics en creuse car dans le milieu rural encore plus qu'ailleurs la population a besoin que ces services soient ouverts à tous et proches

St Dizier Leyrenne=

Une école normale creusoise
Une école rurale
Une école en ZEP
Une école qui bénéficiait du rased
Une commune qui investit dans l'école
Une école qui fait des efforts pour accueillir une population plus large

Les silhouettes symbolisent toutes les écoles qui sont menacés cette année par la carte scolaire ou qui pourront l'être à l'avenir.

Nous proposons une présentation du contexte, puis une marche dans les rues de St Dizier devant ce qu'il reste des services publics : la gare, la poste et l'école.

En fin de manifestation nous proposons aux diverses délégations de s'exprimer.

Et puis un pot

ECOLES

EN DANGER

Manifestation ST DIZIER LEYRENNE

14 février 2009

Pour un enseignement de qualité et de proximité en Creuse

La carte scolaire 2009 se tient dans un climat économique et social tendu. Depuis bientôt deux ans, on ne cesse de nous répéter que l'on va transformer l'école et lutter contre l'échec scolaire, mais nous voyons surtout venir des économies budgétaires.

Les recettes du gouvernement sont simples : plus d'élèves, moins d'enseignants, moins d'heures de cours pour les élèves.

Les effets induits seront donc forcément contraires aux objectifs affichés.

On nous a annoncé 16 postes en moins pour la rentrée face à une baisse de 38 élèves. Le bilan sera lourd. Malgré des augmentations d'effectif, des écoles perdent des classes, comme à Flayat.

Quoiqu'il en soit, il y aura une forte augmentation des effectifs dans les classes et nous savons aujourd'hui que cela correspond à une ferme volonté de ne plus accueillir les 2 et 3 ans. Il est prévu de supprimer à la rentrée, 6 classes de maternelle et 6 classes dans des écoles qui scolarisent des enfants de maternelle. Un exemple significatif : A Felletin, avec la suppression d'une classe, les effectifs en maternelle seraient de 30 élèves par classe.

Tout cela prépare la mise en place des jardins d'éveil. Avec ces structures ou plus souvent les assistantes maternelles ou les garderies, les enfants bénéficierons d'un environnement pédagogique moins spécialisé. Le gouvernement fera surtout des économies sur le dos des familles et des collectivités.

Un petit mot sur la réalité des chiffres. On nous a donné une baisse de 38 élèves. Mais des parents d'élèves perspicaces ont refait les comptes de l'Inspection d'Académie et ont retrouvé 202 élèves de plus. Il y a aussi parfois de gros désaccords entre les chiffres prévus par les mairies et l'Inspection Académique comme à La Souterraine ou Azérables pour les plus connus. Nous avons nettement l'impression que les responsables de l'Education Nationale du plus haut niveau ne surveillent pas trop bien les élèves qui apparaissent ou disparaissent au gré des caprices statistiques. Mais cela sème surtout la suspicion sur les arguments avancés.

Le Ministre a décidé l'an dernier de **réorganiser l'année** en supprimant le samedi travaillé. Pour nous, en Creuse, cela s'est surtout traduit par la disparition de 12 jours de classe pour la plupart des enfants. Pendant ce temps, les programmes étaient loin d'être allégés, sauf pour les matières qui pouvaient éveiller à la curiosité et à l'envie d'apprendre. A la place de ces jours disparus, ont été crées des heures de soutien pour les élèves en difficulté, en dehors des heures de classe. Nous avions alerté sur le risque de stigmatisation des élèves concernés par ce soutien. Nous constatons aujourd'hui que malgré la conscience professionnelle des professeurs des écoles, cet effet stigmatisant joue à plein.

Ce soutien est en fait un prétexte pour faire disparaître les postes de **RASED**. 6 postes dans les écoles rurales seront supprimées à la rentrée. Il est clair que les 3 postes recréés seront mis directement devant les élèves sans avoir de mission particulière pour les enfants en difficultés. Le bilan sera bien une perte de 6 postes.

La liste des contradictions et des maquillages est longue. L'apprentissage des langues est une priorité alors on supprime les coordonnateurs de langue. Les associations complémentaires apportent dans les écoles un esprit d'ouverture au monde : on supprime un poste à l'office central de coopération à l'Ecole (OCCE). Les Zones d'Education Prioritaire doivent bénéficier d'une discrimination positive : on enlève un poste à St Dizier et un à Pontarion.

Tous les niveaux de l'Education sont touchés.

Les **collèges**, après avoir été la cible privilégiée du gouvernement précédent, restent en ligne de mire avec l'ampleur des économies qui leur sont encore demandées. En Creuse les effectifs d'élèves vont en augmentant, alors que les heures vont en diminuant. De ce fait avec des effectifs justifiant de l'ouverture de 2 divisions, celles-ci seront fermées. Résultat, on bourre les classes sans nuance et on dégage une aumône pour ceux qui ne peuvent pas suivre. Les collèges ruraux sont durement touchés. Le collège de Crocq malgré une hausse des effectifs va perdre une classe. 7 professeurs interviendront en même temps à Auzances, Felletin ou Aubusson, seuls 3 professeurs resteront à temps plein sur le collège.

Les **lycées professionnels** sont aussi la cible de réformes économistes. En réduisant d'une année la durée d'étude pour arriver au bac professionnel, le gouvernement réduit les chances des élèves d'avoir un diplôme de qualité. La disparition du BEP et son remplacement en vrai faux diplôme enlèvera la possibilité d'une marche indispensable pour ces élèves vers la vie professionnelle et vers un parcours d'excellence pour tous. Le lycée professionnel d'Aubusson est en train de devenir une simple section du lycée d'enseignement général éloignant encore plus l'enseignement professionnel des élèves.

La réforme des **lycées d'enseignement généraux et technologiques** est retardée d'un an. Mais la pression continue pour encore diminuer les moyens et il y a fort à parier que cette réforme qui avait besoin d'heures de coordination importantes se déroule dans de très mauvaises conditions. La question des heures supplémentaires reste posé. Ce dispositif oblige les enseignants à passer plus de temps devant les élèves et limite le temps qu'ils peuvent consacrer à la préparation des cours, à la correction des devoirs ou à l'accompagnement des élèves. La pression à la baisse du nombre d'heures est là aussi une réalité.

M. SARKOZY dans son plan de relance de l'économie, a dit qu'il privilégiait l'investissement pouvant se mobiliser rapidement. Investir dans l'Education répond parfaitement à ces critères, mais il nous a oubliés, encore une contradiction de plus.

Les Creusois se battent pour le maintien de tous leurs services publics de proximité. Nous devons rappeler que tous les services répondent à un besoin de la population. Ce n'est pas en les éloignant que l'on améliorera leur pertinence. Le Service Public de l'Education Nationale est souvent le dernier dans une commune nous y tenons aussi pour cela. Après la fracture entre les riches et les pauvres, celle des bons et des méchants, ne laissons pas s'installer celles entre les ruraux et les citadins.

Nous n'acceptons pas une école qui accroît les inégalités.
Nous refusons une société qui privilégie ceux qui ont toujours plus et ne permet pas à tous ses citoyens la possibilité de révéler leurs capacités.

Nous demandons à Monsieur le Préfet de

- **Ne pas rajouter à la crise sociale, économique et financière celle de l'Education.**
- **Suspendre toute décision de suppressions de postes dans l'éducation Nationale en Creuse et de demander au ministère les postes nécessaires à l'apaisement du climat social creusois.**

Pour poursuivre le mouvement, nous vous donnons rendez-vous à l'issue de cette manifestation lundi matin à 9 heures devant la préfecture à Guéret.